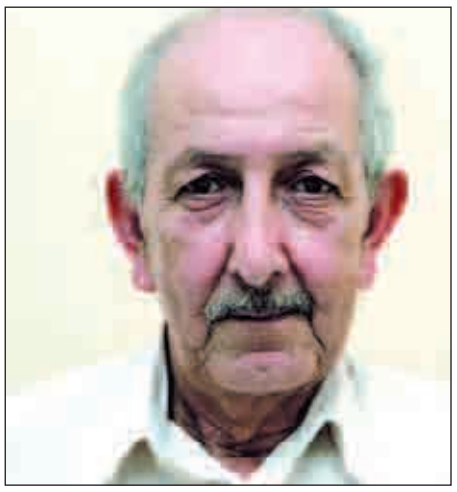
Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

La fable du souverain pour masquer l'immense gâchis !



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

Après un tel désordre au sommet de l'Etat à la suite de la rocambolesque procédure ayant servi à l'adoption de la loi relative à la réforme des retraites, il semble de moins en moins sensé de continuer à faire confiance à un gouvernement multipliant les atermoiements, ajoutant ainsi de l'opacité à ses propres approximations. Entendons-nous bien, il ne s'agit, en aucune manière, de notre part de regretter qu'un curieux «amendement oral» en vienne à altérer la démarche globale de cette nouvelle loi qui nous semblait plutôt bonne à être retirée purement et simplement.

Cela dit, alors qu'il se disait «réformateur» à tous crins, cet équipage se révéla plutôt porté sur les subtilités politicardes dont il a toujours pensé qu'elles peuvent servir à amortir psychologiquement les «ressentis» de certaines décisions au point de réinventer ridiculement la méthode Coué laquelle s'est retournée contre lui cette fois-ci. Car enfin la curieuse pirouette exécutée à l'APN ne renseigne-t-elle pas d'abord sur les graves incertitudes qui rongent ce gouvernement piégé par la «patate chaude» qu'est la question de la retraite ? Pis encore, n'est-elle pas également révélatrice d'un manque patent de convictions politiques seules capables de porter de tels projets et de se battre pour tenir le cap même au cœur des tempêtes sociales. En somme, le jugement de l'opinion a souvent insisté avec ironie sur les valses hésitations d'un Sellal qui, d'abord par bravade, adopte la pose de l'intransigeant alors que pour la même raison, il décide plus tard de faire marche arrière. Quand bien même il avait souvent laissé entendre qu'il privilégiait la paix sociale en différant les applications de la loi, cela n'a que rarement échappé au bon sens populaire qui, à son tour, se demande pourquoi donc légiférer à la hâte lorsqu'on n'a pas la certitude de changer l'ordre des choses. Or, ce genre de réparties souvent entendues dans les discussions de café sont non seulement imparables mais de plus alimentent toutes les récriminations concernant le dossier de la retraite. En effet, pourquoi fallait-il nécessairement ferrailler durant plusieurs semaines puis subir deux grands débrayages pour, ensuite, admettre que la loi pouvait être différée de deux années ? De plus était-il judicieux de lambiner volontairement autour de la question pour n'avoir pas à s'en expliquer, tout en tablant sur la docilité d'un Parlement et la faible réactivité de la société civile et les syndicats autonomes afin de gagner ce qui lui semblait un faux pari ? Enfin pourquoi a-t-on voulu se soustraire au moindre débat, fût-il avec ceux qu'exigeaient les confédérés des courants corporatistes ? C'est à toutes ces questions-là que le gouvernement aurait dû répondre avant de se défausser de son recul en nous racontant la fable du chef de l'Etat ordonnant un modus vivendi d'où personne ne sortirait perdant. Un drôle de contrat à court terme grâce auquel les retraitables potentiels garderaient les avantages des dispositions d'avant le 30 novembre 2016 tout en permettant à la Caisse des retraites de basculer dans le nouveau système à partir de janvier 2019. Dès lors qu'il avait estimé que ce simple trait de plume de dernière minute apposé en marge du corpus de la loi permettait de sortir par le haut pourquoi le gouvernement n'en avait-il pas fait usage plus tôt afin de désamorcer les multiples grèves ayant pourri le front social ? Or, c'est cette défaillance dans la communication qui pénalise de surcroît un gouvernement replié dans sa bulle, alors que dans ce domaine, où la confrontation avec l'opinion peut même tourner à l'affrontement, la première précaution d'un responsable politique n'est-elle pas de devancer les suspicions et mieux, dit-on, de livrer des réponses même aux questions qui n'ont pas eu le temps d'être posées ? Substituer l'anticipation à la réactivité apparaît souvent comme un atout dans les circonstances faites de tensions. Car dans des contextes particuliers se contenter de ne réagir à la critique que lorsqu'elle prend de l'ampleur, c'est déjà avoir tort à moitié. Tel fut précisément le cas du gouvernement qui organisa sa propre fuite en avant en se cachant derrière une autorité qu'il a, en définitive, mal assumée. Autrement dit, faute d'avoir clairement défendu sa copie auprès de ceux qui sont les plus concernés tout en accordant à l'UGTA le rôle de conseiller sur ce sujet, il s'était rendu coupable à double titre. Celui de l'opacité quant au contenu des dispositions du projet, d'une part, et d'autre part, de rétention de la vérité à propos de l'égalité des droits dans ce domaine en évoquant tout au moins le cas troublant de l'existence de caisses spécifiques dont on parle si peu. Comme on le voit, la polémique autour de la procédure concernant la modification de la loi organique relative au travail et à la retraite a permis de démasquer, une fois de plus, les pratiques obliques du pouvoir d'Etat et ceux qui lui servent de relais (patronat et syndicat-croupion) qui constituent le «tiers-complice» au sein de la surréaliste tripartite où tout se décide à travers une insupportable connivence amorale.

En vérité, ce n'est pas tant qu'en Algérie l'on doit aussi s'adapter aux contextes économiques de la mondialisation ou que nos gouvernants soient appelés à fourbir les outils pour entrer dans la compétition qui doivent exonérer l'Etat de tout garde-fous éthiques. Or, ce n'est actuellement pas le cas en ce sens que bien des ministres en sont dispensés allègrement et gèrent leurs portefeuilles ministériels loin des règles communes et à l'abri de tout contrôle. C'est ainsi que le train de vie de l'Etat n'a jusque-là pas connu la moindre restriction et plus triste encore que ses dépenses somptueuses sont facturées à la même hauteur que celles des années fastes. De même qu'au prétexte de prospecter le marché international, un ministre s'envole vers la lointaine Indonésie avec une forte délégation au moment où la crise de la SNVI Rouiba atteignait des pics et que des travailleurs organisaient des sit-in sur le carreau de l'usine pour exiger, non pas de meilleurs salaires mais «du travail, de la besogne» dans leurs ateliers qui sont à l'arrêt en dépit du fait que leur usine avait bénéficié d'un crédit de 92 milliards de dinars pour sa modernisation.

Pour anecdotiques que sont ces vérités rapportées par les réseaux sociaux mais lues également dans les journaux, elles constituent néanmoins la trame du rejet de ce gouvernement qui est en train de perdre un peu plus de crédit auprès de l'opinion. Il est vrai que, quelques années auparavant, alors que la chute du cours du pétrole flirtait déjà avec les grandes profondeurs et que les spécialistes envoyaient des messages alarmants, ce même gouvernement affirmait le contraire en claironnant que nous étions épargnés.

Un discours tout à fait singulier qui sentait à mille lieues la démagogie afin de réussir la vraie-fausse réélection de Bouteflika en 2014 mais qui a, définitivement, brouillé l'image d'un Premier ministre que la longévité à ce poste ajoute à son discrédit au lieu de le bonifier. Voilà pourquoi même lorsqu'un gouvernement s'essaye à travers une émouvante mise en scène de réparer les dégâts occasionnés par un dossier mal ficelé, il n'est pas cru sur parole. Echaudés, les syndicalistes demandent en effet de voir d'abord la copie officielle avant de se prononcer. Tant il est vrai qu'ils considèrent cette concession comme une ruse de faussaires.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Vous voulez de l'austérité ? Je vais vous en donner, moi !

Qu'est-ce qui a manqué à Hollande pour briguer un second mandat ? Un peu…

… D'alacrité !

Ne me dites pas qu'il n'y a pas moyen de s'en sortir, d'amortir le choc de cette crise et de ce qu'elle va induire comme dégâts collatéraux. Il y a toujours moyen ! Il faut juste arrêter de tout critiquer tout le temps, et commencer par faire des propositions. Et moi, bon citoyen, citoyen modèle, citoyen conscient, vachement conscient qu'on nous attend au tournant que n'a pas construit Amar Ghoul, j'en ai des propositions. Prenez les élections. Celles qui viennent, les législatives. Je propose que l'on réutilise les bulletins du précédent scrutin. C'est un gain énorme en papier. Et puis, l'autre avantage, c'est de soulager les électrices et les électeurs d'un nouveau déplacement vers les bureaux de vote, donc de dépenses en transport, de tracas ménagers et domestiques, d'encombrements dans la circulation, lesquels induisent plus de monoxyde de carbone dans l'air, de particules de diesel, provoquant inéluctablement des ennuis de santé et, par conséquent, des trous supplémentaires dans la couverture sociale déjà pleine de trous ! Mais attention ! Là, avec cette proposition de reconduire les bulletins d'un ancien vote pour un scrutin à venir, je ne dévoile qu'un aspect infime de mon vaste et ambitieux plan d'austérité et de lutte contre la crise. Parce que, dans les faits, ma théorie économique peut être poussée encore plus loin. On peut aisément imaginer supprimer les législatives ! Oui, M'sieur ! Plus de scrutin du tout ! Donc, pas besoin de manutentionnaires pour aller chercher dans les archives de la République les vieux stocks de bulletins, ni d'agents électoraux pour un comptage des voix qui a déjà eu lieu et une économie substantielle en commission machin-chose de validation des résultats. Rien à consolider, puisque tout aura été déjà consolidé des années auparavant. Non, très honnêtement, et sans me prendre la grosse tête, je suis pas peu fier de ma théorie économique. J'émettrais bien une dernière proposition, le must des must, supprimer par décret les électeurs et par extension, le peuple ! Mais là, je cogite encore sur les détails, je peaufine. Et en attendant que je vous livre la mouture finale de mon projet ambitieux d'abroger la population, je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continu.

H. L.